Communiqué de presse

L'arnaque aux sentiments sur Internet

Berne, le 27 février 2025. L'arnaque aux sentiments sur Internet fait perdre de l'argent, mais elle provoque aussi des souffrances émotionnelles. Le plus souvent, les escrocs agissent de façon professionnelle et depuis l'étranger. Début mars, la Prévention Suisse de la Criminalité et les corps de police cantonaux et municipaux ont lancé la campagne « Arnaque aux sentiments. L'amour, le vrai, ne coûte rien » dans le but de protéger les victimes et de dissuader les criminels de commettre ce type de méfaits.

Dans une arnaque aux sentiments, la victime perd de l'argent, mais voit également s'évanouir son espoir de connaître le grand amour. Tout commence généralement par une demande de contact en ligne. Pendant un certain laps de temps, parfois plusieurs mois, l'escroc établit une relation de confiance ; puis, il réclame de l'argent. Il commence par créer une dépendance émotionnelle avant d'exploiter la serviabilité de ses victimes. Ces dernières mettent souvent beaucoup de temps à reconnaître qu'elles ont été escroquées parce qu'elles s'accrochent à l'espoir de vivre une belle relation amoureuse. Lorsque l'escroquerie éclate au grand jour, elles sont submergées par la honte et refusent de porter plainte. En mars, une campagne de prévention a été lancée pour sensibiliser davantage le public à de telles situations et briser le tabou qui les entoure.

Des criminels jeunes et professionnels

Selon l'Institut de lutte contre la criminalité économique de Neuchâtel, les arnaqueuses et arnaqueurs opèrent à l'échelle internationale, en travaillant parfois selon un horaire fixe et en obéissant à des instructions claires. L'intelligence artificielle comme ChatGPT les aide à se présenter de façon crédible et à surmonter les barrières linguistiques. Certains criminels s'occupent simultanément de plusieurs victimes, ce qui peut donner lieu à des incohérences. Cette arnaque enrichit ses auteurs, mais leur vaut aussi de la reconnaissance sociale. C'est pourquoi elle séduit également les jeunes. Une relation prétendument amoureuse peut être simulée par un adolescent attiré par l'argent facile. Il arrive même que le produit de ces escroqueries finance des organisations terroristes.

« L'amour, le vrai, ne coûte rien » - Pas d'argent pour les connaissances rencontrées sur Internet

Si l'on veut rendre l'arnaque aux sentiments peu intéressante pour les personnes mal intentionnées, il faut tout faire pour que les victimes ne leur fassent pas parvenir d'argent. C'est pourquoi la campagne martèle la règle suivante : « Pas d'argent pour les connaissances rencontrées sur Internet ». Cette règle peut s'avérer difficile à respecter car les escrocs sont passés maîtres dans l'art de manipuler les émotions telles que l'amour, l'empathie ou la loyauté. Mais il est essentiel de s'y conformer, car c'est en refusant de donner de l'argent que l'on cesse plus rapidement d'être harcelé. On souffre moins de la fin de la relation si celle-ci s'arrête avant d'avoir pris une place prépondérante dans la vie.

Des informations destinées à renforcer la protection

La campagne vise à montrer que ce type d'arnaque peut toucher n'importe qui. Des vidéos, des posts sur les réseaux sociaux ainsi que le site web www.romance-scam.ch expliquent comment les malfaiteurs procèdent et quelles sont les répercussions sur les personnes visées. Les victimes sont vivement incitées à dénoncer l'arnaque afin de permettre d'engager des poursuites pénales. Cette campagne, qui se déroulera de mars à mai, s'adresse aussi aux proches qui jouent un rôle important pour détecter l'escroquerie le plus tôt possible.

Personnes à contacter

Beatrice Kübli, responsable de projet, Prévention Suisse de la Criminalité (PSC) :
E-mail : bk@skppsc.ch, tél. 031 511 00 09

Autres documents : www.skppsc.ch/medias

La PSC et les corps de police cantonaux et municipaux

La Prévention Suisse de la Criminalité (PSC) est un service intercantonal spécialisé dans les domaines de la prévention de la criminalité et de la promotion de la sûreté. Elle est rattachée à la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP).